

PRÉFET DU VAL-D'OISE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES

Cergy-Pontoise, le

20 OCT. 2011

Service de l'agriculture, de la forêt
et de l'environnement

Bureau de l'environnement
et des installations classées

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**LE PRÉFET DU VAL D OISE
OFFICIER DE LA LÉGION D HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

**Arrêté préfectoral N°10 524 portant mise à jour du tableau de classement des installations et encadrant la démolition de moyens de transports hors d'usage, hors véhicules légers et camionnettes.
société GARNIER ET FILS 10 rue du Vignolle à SARCELLES (95200)**

VU le code de l'environnement et notamment son article R543-154

VU le décret 2011- 153 du 04 février 2011 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de gestion des véhicules hors d'usage et des déchets d'équipements électriques et électroniques ;

VU le décret n°2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées ;

VU le décret n°2010-1700 du 30 décembre 2010 modifiant les rubriques 2920 et 1220 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution de démontage, de découpe ou de broyage des véhicules hors d'usage ;

VU l'arrêté préfectoral du 05 novembre 2009 concernant l'exploitation par la société GARNIER ET FILS d'installations de stockage et de traitement de déchets métalliques ferreux et non ferreux et de déchets d'équipement électriques et électroniques à SARCELLES ;

VU le courrier du 28 février 2011 complété le 2 mai 2011 par lequel l'exploitant sollicite le bénéfice de l'antériorité pour les rubriques déchets créés par décret du 13 avril 2010 et qu'il souhaite recevoir des véhicules en fin de vie ;

VU le rapport établi le 16 juin 2011 par l'inspection des installations classées de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile de France ;

L'exploitant entendu ;

VU l'avis favorable formulé par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques au cours de sa séance du 07 juillet 2011 ;

VU la lettre préfectorale du 20 septembre 2011 adressant le projet d'arrêté complémentaire et les prescriptions techniques à l'exploitant et lui accordant un délai de quinze jours pour formuler ses observations ;

CONSIDÉRANT que le délai laissé à l'exploitant s'est écoulé sans aucune observation de sa part ;

CONSIDÉRANT que suite à l'évolution de la nomenclature des installations classées la société GARNIER ET FILS a fait une demande par courrier susvisé de bénéfice de l'antériorité au titre de la rubrique 2712 ;

CONSIDÉRANT que dans son courrier l'exploitant précise qu'elle serait susceptible de recevoir des véhicules en fin de vie tels que tracteurs, pelles de manutention, chariots élévateurs et camions, ne nécessitant pas d'agrément en tant que démolisseur de véhicules hors d'usage ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant sollicite également une modification de son tableau de classement pour répondre à un besoin supplémentaire en oxygène afin d'assurer son activité de découpage de ferraille ;

CONSIDÉRANT que la rubrique 2920 non classée dans son arrêté préfectoral a été modifiée par décret 2010 -1700 du 30 décembre 2010 susvisé, la compression d'air n'étant plus une installation classée et disparaît du tableau de classement de la dite société ;

CONSIDÉRANT que ce même décret remplace la rubrique 1220, emploi et stockage d'oxygène par la rubrique 1200-2 ;

CONSIDÉRANT que le bénéfice de l'antériorité pour la rubrique 2716, transit de déchets non dangereux et non inertes, ne se justifie pas car les déchets reçus sur le site sont encadrés par d'autres rubriques déchets ;

CONSIDÉRANT qu'il convient en conséquence d'actualiser le classement des installations exploitées par la société et d'encadrer l'activité de démolition de moyens de transports hors d'usage, hors véhicules légers et camionnettes par des prescriptions technique complémentaires ;

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Val d'Oise ;

ARRETE

Article 1 Le tableau de classement des installations classées exploitées par la société GARNIER ET FILS, situées 10 rue du Vignolle à SARCELLES, est actualisé à l'annexe 1 joint au présent arrêté.

Article 2 Les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 5 novembre 2009, modifiées et complétées par le présent arrêté, sont applicables dans leur intégralité et l'exploitant devra s'y conformer.

Article 3 : Toute nouvelle modification apportée aux installations ou à leur mode d'exploitation entraînant un changement notable des éléments du dossier initial, devra être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet.

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article R512-39 du Code de l'Environnement susvisé :

L'arrêté sera affiché en mairie de SARCELLES pendant une durée d'un mois et déposé aux archives de cette mairie pour être maintenu à la disposition du public. Le maire établira un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la préfecture.

Un avis relatif à cet arrêté sera inséré par les soins du préfet sur le site internet de la préfecture et aux frais de l'industriel dans deux journaux d'annonces légales du département.

L'arrêté sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 5 : Conformément aux dispositions de l'article R514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, 2/4, boulevard de l'Hautil B.P. 322 - 95 027 CERGY-PONTOISE Cedex:

1°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte leur a été notifié.


2°) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage dudit acte, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Article 6 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Val-d'Oise, Monsieur le directeur départemental des territoires, Monsieur le maire de Sarcelles et Monsieur le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie en Ile de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

20 OCT. 2011

Pour le directeur départemental des territoires du Val d'Oise,

Le chef du Service de l'agriculture
de la Forêt et de l'Environnement,
Animateur de la mission interservice de l'eau


Alain CLEMENT

Société GARNIER ET FILS

A

SARCELLES

* * *

Arrêté préfectoral complémentaire en date du .. 20 OCT. 2011

ARTICLE 1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La Société GARNIER ET FILS, dont le siège social est situé 10 rue du Vignolle à SARCELLES (95200) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 05 novembre 2009 modifiées et complétées par celles du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation sur le territoire de la commune de SARCELLES au 10 rue du Vignolle, des installations détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 2. MODIFICATIONS ET COMPLEMENTS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTERIEURS

Le tableau de classement du site est mis à jour comme suit :

Rubrique	Alim.	DC	D	Label de la rubrique	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de référence	Unité de mesure	Valeur limite	Unité de mesure
2710	1	A		Déchèteries aménagées pour la collecte des encombrants, matériaux ou produits triés et apportés par les usagers : « monstres » (mobiliers, éléments de véhicules), déchets de jardin, déchets de démolition, déblais, gravats, terre ; bois, métaux, papiers-cartons, plastiques, textiles, verres, amianté lié ; déchets ménagers spéciaux (huiles usagées, piles et batteries, médicaments, solvants, peintures, acides et bases, produits phytosanitaires, etc.) usés ou non ; déchets d'équipements électriques et électroniques.	Apport de déchets par les particuliers	Superficie de l'installation hors espaces verts	S > 3 500	m²	9 000	m²
2712		A		Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage	Démolition de VHU hors article R. 543-154 du Code de l'Environnement. Véhicules traités : tracteurs, pelles de manutention, chariots élévateurs, camions ...	Surface	S > 50	m²	9 000	m²
2713	1	A		Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712.	Transit et tri de déchets de métaux	Surface utilisée	≥ 1 000	m²	9 000	m²

2714	1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711.	Transit et tri de matières polymères, des papiers, des cartons	Volume susceptible d'être présent dans l'installation	$\geq 1\ 000$	m ³	27 000	m ³
2718	1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719.	Transit et tri de déchets pouvant contenir des substances dangereuses	Quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation	≥ 1	t	49	t
2791	1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782.	Utilisation d'une cisaille de 460 kW et d'un broyeur de 750 kW	Quantité de déchets traités par jour	≥ 10	t/j	450	t/j
2711	1	A	Transit, regroupement, tri, désassemblage, remise en état d'équipements électriques et électroniques mis au rebut.		Volume susceptible d'être entreposé	$\geq 1\ 000$	m ³	2 000	m ³
1220	3	D	Oxygène (emploi et stockage d')	Stockage et emploi d'oxygène pour le découpage au chalumeau	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	$2 \leq Q < 200$	t	$2 \leq Q < 200$	t
1434	1b	DC	Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435): 1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles	1 pompe gazole de 5 m ³ /h et 1 pompe FOD de 3 m ³ /h, soit un débit équivalent de 2 m ³ /h	Débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1)	$2 \leq D < 20$	m ³ /h	2	m ³ /h
1432	2	NC	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) 2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430	Cuve aérienne de 20 m ³ à double compartimentage (10 m ³ de FOD et 10 m ³ de gazole) Capacité équivalente de 4 m ³	Capacité équivalente totale	≤ 10	m ³	4	m ³

1412	2	NC	Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature	Stockage de 10 bouteilles de propane de 35 kg soit 350 kg	Quantité totale susceptible d'être dans l'installation	≤ 6	t	0,35	t
2925		NC	Accumulateurs (ateliers de charge d')	Poste de charge de batteries pour les transpalettes électriques, de puissance maximale de 720 W	Puissance maximale de courant continu utilisable	≤ 50	kW	0,72	kW

AS : autorisation avec servitudes ; A : autorisation ; E : enregistrement ; DC : déclaration contrôlée ; D : déclaration ; NC : non classé

ARTICLE 3

Le titre 8 de l'arrêté préfectoral du 05 novembre 2009 est complété par les prescriptions suivantes :

CHAPITRE 8.5 DEMOLITION DES MOYENS DE TRANSPORT HORS D'USAGE

L'exploitant, dans les déchets en fin de vie, peut recevoir pour démolition des moyens de transport hors d'usage hors moyens de transport visés par l'article R 543-154.

ARTICLE 8.5.1. DEPOLLUTION DES MOYENS DE TRANSPORTS HORS D'USAGE

Afin de réduire toute incidence sur l'environnement, l'exploitant est tenu de réaliser les opérations suivantes avant tout autre traitement :

- les batteries et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés ;
- les composants susceptibles d'exploser sont retirés ou neutralisés ;
- les huiles de carters, les huiles de transmission, les huiles de boîtes de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, antigels et de freins, les fluides de circuits d'air conditionné ainsi que tout autre fluide présent en quantité significative sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour le réemploi des parties de véhicule concernées ;
- les composants recensés comme contenant du mercure sont retirés dans la mesure du possible.

ARTICLE 8.5.2. OPERATIONS VISANT A FAVORISER LE REEMPLOI, LE RECYCLAGE ET LA VALORISATION

Les éléments suivants sont retirés du véhicule :

- pots catalytiques ;
- composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium ;
- pneumatiques et composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableau de bord, récipients de fluides, etc.) ;
- verre.

ARTICLE 8.5.3. RETENTIONS LIEES AUX DEMONTAGES DE MOYENS DE TRANSPORT HORS D'USAGE

Les emplacements affectés au démontage et à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers sont revêtus de surfaces imperméables avec dispositif de rétention.

Les pièces graisseuses sont entreposées dans des lieux couverts.

Les emplacements utilisés pour le dépôt des moyens de transport hors d'usage sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir. Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs appropriés. Les fluides extraits des moyens de transport hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, antigel et de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les moyens de transport hors d'usage) sont entreposés dans des réservoirs appropriés dans des lieux dotés d'un dispositif de rétention. Les huiles usagées, le carburant, les acides de batteries, les fluides de circuits d'air conditionné et les autres fluides sont entreposés dans des réservoirs appropriés.

Les pneumatiques usagés sont entreposés dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie.

Les eaux issues des emplacements affectés au démontage des moteurs et pièces détachées, mentionnés ci-dessus, y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels, sont récupérés et traités avant leur rejet dans le milieu naturel, notamment par passage dans un décanteur-déshuileur ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le traitement réalisé doit assurer que le rejet des eaux est conforme aux dispositions du titre 4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 05 novembre 2009.

